



**No.81**  
JUN 2020

# SYNTHÈSES DE LA CNUCED

## Messages clés

- Les gouvernements et les organisations internationales sont déterminés à faire progresser l'égalité des sexes dans le commerce, mais l'absence de statistiques sur le genre et le commerce entrave les progrès.
- La CNUCED encourage les États membres à établir un dialogue avec leur institut national de statistique afin de constituer une base de données factuelles nécessaire pour formuler des politiques et des mesures commerciales plus efficaces et sensibles au genre.
- La CNUCED encourage les travaux visant à élaborer des statistiques officielles à l'appui d'une politique commerciale sensible au genre dans le cadre d'une collaboration internationale afin de soutenir les efforts et les engagements de ses États membres.

## FAIRE FONCTIONNER LES ACCORDS COMMERCIAUX POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES - DONNÉES ET STATISTIQUES

Quel est l'impact du commerce sur l'égalité des sexes, et comment la politique commerciale peut-elle influencer cet impact ? Il est difficile de répondre à ces questions sans disposer de statistiques fiables et complètes. En décembre 2017, la Déclaration de Buenos Aires sur le commerce et l'autonomisation économique des femmes<sup>1</sup> a appelé à un inventaire des sources de données, à la collecte de données désagrégées par sexe et à l'analyse de statistiques axées sur le genre liées au commerce. La présente synthèse d'orientation fournit quelques outils permettant de dresser l'inventaire des données disponibles afin d'évaluer l'impact des accords commerciaux sur les femmes.

En 2018, la CNUCED a élaboré un cadre conceptuel statistique pour réunir les éléments clés permettant de comprendre l'impact du commerce sur l'égalité des sexes. Cette note applique ce cadre en explorant la disponibilité et les lacunes des données. Ces travaux s'appuient sur l'expertise du programme de la CNUCED sur les statistiques et le commerce, les questions de genre et le développement, qui vise à améliorer l'autonomisation économique des femmes par l'élaboration d'une politique commerciale sensible au genre.

<sup>1</sup> [https://www.wto.org/english/thewto\\_e/minist\\_e/mc11\\_e/genderdeclarationmc11\\_e.pdf](https://www.wto.org/english/thewto_e/minist_e/mc11_e/genderdeclarationmc11_e.pdf)

## Impacts du commerce sur le genre

L'impact du commerce est façonné par la structure des marchés et des institutions, ainsi que par les inégalités qui y sont enchâssées. Il existe de multiples interactions entre le genre et le commerce, souvent spécifiques à un pays ou à un lieu, nécessitant une évaluation au cas par cas. Les différences entre les structures du marché du travail, les conditions économiques, le degré de libéralisation des échanges et les inégalités entre

les sexes, les cadres et engagements juridiques ainsi que le niveau de participation des femmes à l'économie signifient qu'une stratégie efficace dans un pays ne fonctionne pas nécessairement dans un autre.

La prise en compte des différents impacts, et pas seulement dans la conception des politiques et des accords commerciaux, nécessitera un suivi fiable à l'aide de statistiques officielles. Les femmes et les hommes jouent des rôles différents dans le commerce en tant que producteurs,

travailleurs rémunérés ou non, entrepreneurs et consommateurs. Dans les économies en développement, le commerce offre un mécanisme qui permet d'aborder les inégalités entre les sexes et les questions de développement, y compris la réduction de la pauvreté. À cette fin, il est important d'être conscient des conditions préalables à la participation au commerce, telles que les barrières commerciales. La CNUCED examine les barrières commerciales liées au genre dans une publication récente<sup>2</sup> préparée conjointement avec la Commission européenne et ONU Femmes. Les inégalités entre les sexes, lorsqu'elles ne sont pas pleinement prises en compte, peuvent entraver l'efficacité des mesures commerciales.

Actuellement, les statistiques officielles établissant un lien entre le genre et le commerce sont rares, même dans les pays disposant de systèmes statistiques avancés. De nouvelles statistiques doivent être collectées ou élaborées en reliant différentes sources. Le Canada et l'UE ont pris des mesures dans ce sens et certaines statistiques sont déjà disponibles ; celles-ci illustrent la moindre implication des femmes dans le commerce par rapport aux hommes et les différences entre les entreprises détenues par des hommes et celles détenues par des femmes.

#### **Canada :**

En 2018, les femmes possédaient près de 16 % des petites et moyennes entreprises (PME), les hommes près de 65 %.<sup>3</sup>

En 2018, 11 % des PME détenues majoritairement par des femmes ont exporté des biens ou des services, contre 5 % en 2011.<sup>4</sup>

Les PME appartenant à des femmes gagnent en moyenne 68 000 dollars canadiens de moins que les entreprises similaires appartenant à des hommes, soit un écart de 58 %.<sup>5</sup>

#### **UE :**

En 2017, les femmes occupaient 38 % des emplois dépendant des exportations, alors qu'elles constituent 46 % de l'emploi total.<sup>6</sup>

Entre 2010 et 2014, 15 % des nouvelles

femmes entrepreneurs ont exporté contre 19 % des hommes entrepreneurs.<sup>7</sup>

Les femmes étaient à la tête de 22 % des entreprises commerçant avec des pays non-membres de l'UE, avec un chiffre d'affaires inférieur à celui des entreprises dirigées par des hommes.<sup>8</sup>

## **Égalité des sexes et accords commerciaux**

L'Agenda 2030 de développement durable exige des données ventilées par sexe afin de suivre les progrès, notamment en ce qui concerne l'objectif 5 sur l'égalité des sexes. Il existe 53 indicateurs<sup>9</sup> faisant explicitement référence au sexe, au genre, aux femmes ou aux filles. Parmi eux, 20 se rapportent à l'autonomisation des femmes et à leurs possibilités de participer à l'économie. Dans ce contexte, le manque de statistiques sur le genre et le commerce pour mesurer l'autonomisation des femmes dans le commerce est frappant.

L'intégration des questions de genre dans la politique et les accords commerciaux progresse. À la suite de la déclaration de Buenos Aires, le Parlement européen a adopté une résolution<sup>10</sup> sur l'égalité des sexes dans les accords commerciaux en mars 2018. Jusqu'alors, seuls 20 % des accords commerciaux de l'UE mentionnaient les droits des femmes.<sup>11</sup> Les nouveaux accords commerciaux de l'UE devraient prendre en compte les droits des femmes et les normes de travail ainsi que la collecte de données désagrégées par sexe.

Compte tenu de ces évolutions, les efforts visant à améliorer les statistiques sur le genre et le commerce se multiplient, même si les accords commerciaux exigent rarement l'analyse de données ventilées par sexe. Un examen de 556 accords commerciaux régionaux, qui étaient en vigueur en novembre 2018, montre que seuls 74 d'entre eux faisaient explicitement référence aux questions de genre.<sup>12</sup> Souvent, ces dispositions interdisent la discrimination au travail fondée sur le sexe<sup>13</sup> et font référence aux principes et droits

<sup>2</sup> <https://www.empowerwomen.org/en/resources/documents/2020/05/assessing-the-impact-of-trade-agreements-on-gender-equality-canada-eu-ceta?lang=en>

<sup>3</sup> <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-626-x/11-626-x2018083-fra.htm>

<sup>4</sup> <https://www.canada.ca/fr/innovation-sciences-developpement-economique/nouvelles/2019/08/la-ministre-ng-annonce-des-investissements-au-titre-de-la-strategie-pour-les-femmes-en-entrepreneuriat2.html>

<sup>5</sup> <https://www.paypalobjects.com/digitalassets/c/website/marketing/na/ca/consumer/sell-online/paypal-canada-women-entrepreneurship-study-2018.pdf>

<sup>6</sup> [https://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2019/september/tradoc\\_158372.pdf](https://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2019/september/tradoc_158372.pdf)

<sup>7</sup> <https://www.oecd.org/cfe/smes/Policy-Brief-on-Women-s-Entrepreneurship.pdf>

<sup>8</sup> <http://www.intracen.org/publication/Europe-to-world/>

<sup>9</sup> <https://unstats.un.org/sdgs/metadata/>

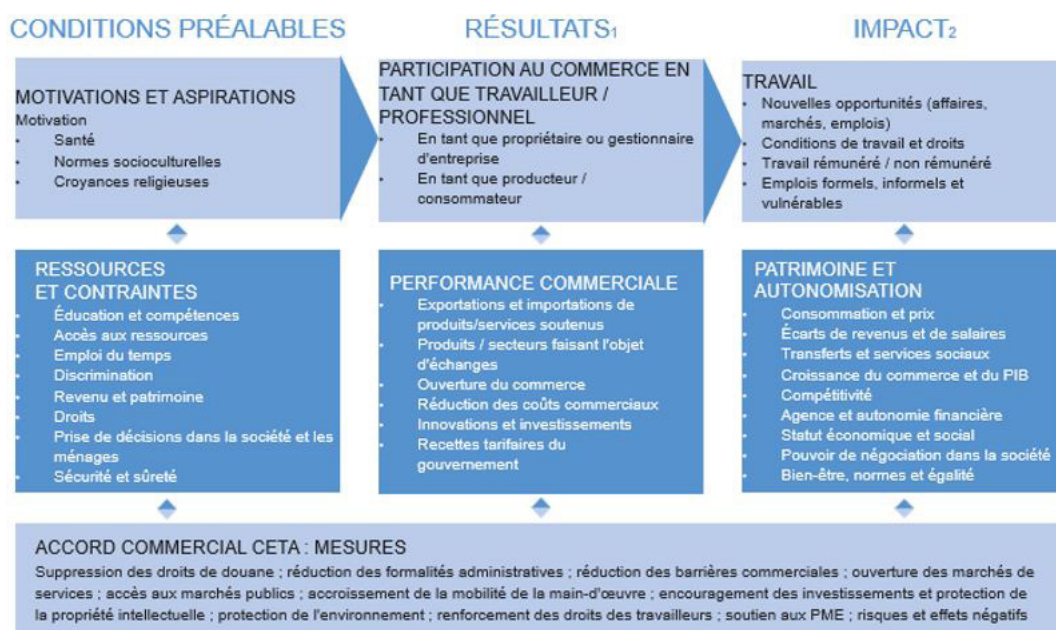
<sup>10</sup> [https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-8-2018-0066\\_FR.html](https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-8-2018-0066_FR.html)

<sup>11</sup> [https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-8-2018-0023\\_FR.html](https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-8-2018-0023_FR.html)

<sup>12</sup> [https://www.wto.org/english/res\\_e/reser\\_e/ersd201815\\_e.htm](https://www.wto.org/english/res_e/reser_e/ersd201815_e.htm)

<sup>13</sup> [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_norm/---declaration/documents/publication/wcms\\_decl\\_fs\\_85\\_en.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---declaration/documents/publication/wcms_decl_fs_85_en.pdf)

**Figure 1. Un cadre conceptuel pour l'évaluation des impacts des accords commerciaux sur le genre**



Source : Élaboré sur la base de la CNUCED, 2018 (disponible sur <https://unctad.org/en/pages/PublicationWebflyer.aspx?publicationid=2247>).

\*1 Résultats immédiats à court terme d'un changement.

\*2 Effets à plus long terme des résultats sur la vie et les conditions de vie.

fondamentaux au travail, tels que l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale.<sup>14</sup> Les premiers chapitres consacrés au commerce et au genre se trouvent dans les accords commerciaux Canada-Chili (2019), Chili-Argentine (2019), Chili-Uruguay (2016) et Canada-Israël (2019). Ils promeuvent l'égalité des sexes et la croissance économique inclusive en énumérant les domaines de coopération pour promouvoir la participation des femmes à l'économie. Comme de nombreux accords commerciaux sont renégociés, ils devraient mieux refléter l'Agenda 2030 en prenant en compte les aspects liés au genre et les données nécessaires au suivi et à l'analyse des impacts.

## Cadre conceptuel et inventaire des données

À moins que l'égalité des sexes ne soit prise en compte de manière exhaustive, les accords commerciaux peuvent avoir des répercussions disproportionnées sur les femmes et les hommes. Il est nécessaire de collecter des statistiques sur toute une série de questions qui examinent les objectifs sexospécifiques et non sexospécifiques des accords commerciaux afin de découvrir leurs impacts attendus et non attendus.

La CNUCED suggère d'appliquer son cadre conceptuel (voir la figure 1) pour l'analyse des impacts des accords commerciaux. Le cadre examine les conditions préalables à la participation au commerce par sexe afin

d'évaluer les structures économiques et sociales sous-jacentes. Il identifie les résultats et les impacts différenciés selon le genre du commerce et de la politique commerciale. En axant le volet politique commerciale sur un accord commercial, ses objectifs et ses mesures, ce cadre peut être appliqué à l'évaluation des accords commerciaux.

## Données permettant d'évaluer l'impact des accords commerciaux sur les femmes

Le cadre conceptuel ci-dessus propose une analyse de trois éléments - conditions préalables, résultats et impacts - et une évaluation de l'impact sexospécifique sur les mesures et les objectifs de l'accord commercial. Le tableau 1 présente un exemple d'une façon d'explorer les données et les statistiques disponibles. Il utilise l'accord commercial entre le Canada et l'Union européenne (AECG) comme référence, en reliant ses objectifs aux données pertinentes pour chaque élément du cadre conceptuel de la CNUCED. Une fois appliqué à d'autres accords commerciaux, cet outil devra être adapté aux objectifs et aux mesures de l'accord, ainsi qu'aux caractéristiques spécifiques des économies concernées.

Le taux de remplissage du tableau dépend de la disponibilité des données dans chaque pays. La possibilité de relier directement ces données aux variables relatives au commerce et au genre améliorerait considérablement

<sup>14</sup> [https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-8-2018-0023\\_FR.html](https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-8-2018-0023_FR.html)

**Tableau 1. Exemples de données statistiques permettant d'évaluer l'impact des accords commerciaux sur les hommes et les femmes**

Mesures relatives aux accords commerciaux	Conditions préalables	Résultats	Impacts
<b>Suppression des droits de douane</b>	Égalité des droits, accès au commerce/à l'information, motivations	Droits de douane, exportations, importations de produits visés	Commerce, PIB, prix, revenu disponible, consommation
<b>Réduction des barrières commerciales</b>	Rôles économiques, sécurité, motivations, normes	Barrières commerciales, mesures non tarifaires, exportations, importations	Conditions commerciales, confiance des entreprises, consommation
<b>Ouverture des marchés pour les services</b>	Égalité des droits, accès aux services/marchés	Rôles/participation aux services, commerce des services par catégorie	Emploi, production, création d'entreprises de services
<b>Accéder aux marchés publics</b>	Accès à l'information/réseaux, à la formation, aux compétences	Rôles/participation aux investissements/marchés publics	Emploi/production dans les industries de services
<b>Réduction des formalités administratives</b>	Efficacité des services douaniers, permis d'exportation et d'importation, frais de transaction	Rôles/participation au commerce	Conditions économiques, prix, productivité
<b>Accroissement de la mobilité de la main-d'œuvre</b>	Éducation, compétences, participation à la migration	Migrants par pays, éducation, participation au marché du travail	Changements sur le marché du travail, compétences, innovation, la recherche et développement par industrie
<b>Encouragement des investissements</b>	Accès aux ressources/financements, possession de la terre/entreprises	Innovation, statistiques sur la recherche et développement	Compétitivité, investissements, investissements directs étrangers
<b>Protection de l'environnement</b>	Accès aux ressources naturelles, droits de propriété, environnement juridique	Comptabilité environnementale, émissions	Comptabilité environnementale, emplois verts, efficacité énergétique
<b>Renforcement des droits du travail</b>	Emploi du temps, éducation, compétences, rôles économiques, écarts de salaires, égalité des droits, liberté d'association, de négociation collective	Emplois informels/vulnérables par secteur, conditions de travail, situation dans la profession, représentation des travailleurs, femmes aux fonctions de direction	Statut/sécurité de l'emploi, revenus/conditions de vie, part de l'emploi vulnérable, soins non rémunérés
<b>Soutien aux PME</b>	Formation, accès aux informations/réseaux, compétences, objectifs commerciaux, motivations	Propriétaires d'entreprises, gestionnaires, travailleurs, orientation vers l'exportation/importation par industrie, taille de l'entreprise	Production, productivité, emploi, salaires en fonction de la taille de l'entreprise

Source : Inventaire des données de la CNUCED et de la Commission européenne pour l'analyse de la dimension de genre et du commerce.

l'analyse. Le tableau présente une manière d'organiser les informations en vue d'une évaluation systématique de l'impact des accords commerciaux sur les femmes, mais fournit également un outil pour identifier les lacunes en matière de données. Ces données peuvent alimenter l'évaluation quantitative ex ante de la boîte à outils de la CNUCED sur le commerce et le genre<sup>15</sup>. Les catégories qui précèdent ne s'excluent pas nécessairement l'une l'autre, car les impacts des politiques peuvent affecter bon nombre des résultats cités.

### Aller de l'avant - de meilleures données pour de meilleures politiques

Les gouvernements et les organisations internationales prennent des mesures importantes pour intégrer les questions de genre dans les politiques et les accords commerciaux. Les statistiques officielles doivent être élaborées en parallèle pour formuler l'action politique. Il s'agit de la deuxième note de politique destinée à soutenir le développement de statistiques sur le genre et le commerce. L'évaluation des inégalités structurelles entre les sexes et des facteurs de changement dynamiques qui poussent les femmes et les hommes à participer au commerce

et à en tirer profit est essentielle pour une politique commerciale sensible au genre.

Sur le plan international, la CNUCED participe à des travaux conjoints au sein du système statistique mondial, avec des entités de l'ONU et d'autres organisations internationales, afin de :

- Développer des concepts et des méthodes** pour les statistiques sur le genre et le commerce, en coordination avec la Division statistique des Nations unies et les instituts nationaux de statistique.
  - Renforcer la capacité des pays** d'Afrique et d'Europe de l'Est, conjointement avec la CEA et la CEE, à élaborer une politique commerciale tenant compte de la dimension de genre et conforme aux priorités de développement.
  - Améliorer l'utilisation des statistiques officielles** en développant des méthodes analytiques et économétriques ainsi que des indicateurs clés pour la politique commerciale avec la Commission européenne.
- La CNUCED collabore avec les statisticiens et les responsables en matière de commerce afin de favoriser le dialogue entre les deux communautés. Nous encourageons les États membres de la CNUCED, avec leur institut national de statistique, à :
- Suivre les besoins prioritaires nationaux en matière de données et évaluer la**

<sup>15</sup> <https://unctad.org/en/pages/PublicationWebflyer.aspx?publicationid=1877>

**disponibilité des données** pour une politique commerciale sensible au genre, afin d'améliorer l'utilisation des données sexospécifiques existantes. Appliquer le cadre conceptuel de la CNUCED pour examiner les données existantes et identifier les lacunes importantes à combler en fonction des priorités nationales, afin de permettre l'évaluation des structures genrées des marchés du travail et des effets du commerce et de la politique commerciale sur les femmes.

**2. Réaliser des projets pilotes de mise en relation de microdonnées** pour rapprocher les données sur les entreprises commerciales et les données sur les employés ventilés par sexe, revenu, situation professionnelle et éducation. Les pays disposant d'ensembles de données complets peuvent aller plus loin dans l'analyse des interconnexions, comme le Canada et les pays de l'UE<sup>16</sup>, tels que le Danemark, l'Estonie, la Finlande<sup>17</sup>, les Pays-Bas, le Portugal et la Suède. Nous encourageons les instituts nationaux de statistique à réaliser des projets pilotes et à en partager les résultats et les défis. La mise en relation des micro-données fournit l'information la plus précise sur les personnes et les entreprises directement concernées par le commerce et

permet une analyse par type d'entreprise - un déterminant clé des résultats du marché du travail<sup>18</sup>.

**3. Compiler de nouvelles statistiques à des fins de politique commerciale** en reliant les données disponibles ou en menant des enquêtes auprès des particuliers et des entreprises participant au commerce. Bien que les nouvelles enquêtes soient coûteuses et contraignantes pour les répondants, elles permettent d'aborder des questions qui ne peuvent être mesurées autrement. L'adaptation des enquêtes existantes, telles que celle sur les forces de travail, afin de tenir compte de quelques variables commerciales serait particulièrement utile pour fournir des statistiques sur le genre et le commerce, en n'entraînant que des coûts supplémentaires marginaux.

La CNUCED poursuivra la conception collective de statistiques sur le genre et le commerce dans le cadre d'un dialogue avec les responsables de la politique commerciale et les statisticiens afin de soutenir les États membres dans leurs efforts en faveur d'un commerce davantage fondé sur des données factuelles et inclusif qui contribuera à l'Agenda 2030.

<sup>16</sup> <https://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/products-manuals-and-guidelines/-/KS-GQ-19-013?inheritRedirect=true>.

<sup>17</sup> <http://www.unece.org/index.php?id=50364>

<sup>18</sup> Voir : [https://eml.berkeley.edu/~cle/e250a\\_f14/paper2.pdf](https://eml.berkeley.edu/~cle/e250a_f14/paper2.pdf), and [https://econpapers.repec.org/article/oupoxecpp/v\\_3a68\\_3ay\\_3a2016\\_3ai\\_3a2\\_3ap\\_3a506-524..htm](https://econpapers.repec.org/article/oupoxecpp/v_3a68_3ay_3a2016_3ai_3a2_3ap_3a506-524..htm).

## Contact

M. Steve MacFeely et  
Mme Anu Peltola

Service des statistiques et de  
l'information de développe-  
ment

Division de la mondialisation et  
des stratégies de développe-  
ment

Tél. 41 22 917 4113

[anu.peltola@un.org](mailto:anu.peltola@un.org)

Service de presse

Tél. 41 22 917 5828

[unctadpress@un.org](mailto:unctadpress@un.org)

[unctad.org](http://unctad.org)



NATIONS UNIES  
CNUCED